Aperçu de programme

4. Affirmer la voix des femmes dirigeantes

Leçons du Cambodge

Des participantes à un Forum des conseillères discutent de ses objectifs

Les récentes réformes au Cambodge signifient que les Cambodgiennes ont à présent l'opportunité de se présenter aux élections des conseils municipaux. Mais bon nombre de conseillères sont confrontées à la discrimination et à l'hostilité de leurs homologues masculins et ont l'impression qu'il leur manque des compétences et de la confiance en soi pour exercer leur rôle efficacement. Cet article décrit le travail de Women For Prosperity, qui a aidé de nombreuses conseillères cambodgiennes à faire face à la discrimination, à se forger des relations de travail positives avec leurs collègues et à remplir leurs responsabilités de représentantes élues envers les personnes de leurs communautés.

Oxfam

Introduction

En dépit de la récente amélioration de la croissance économique et de la diminution du nombre de personnes vivant dans la pauvreté la plus totale, le Cambodge reste un des pays les plus pauvres de l'Asie du Sud-Est. Dans les zones rurales, la pauvreté est particulièrement extrême, un problème aggravé par le fait que, jusqu'à présent, le gouvernement cambodgien n'est pas parvenu à fournir les services sociaux, par exemple en matière de soins de santé et d'hygiène, qui pourraient réduire la vulnérabilité des personnes aux effets de la pauvreté. Les femmes, les enfants, les personnes handicapées, les personnes âgées, ainsi que les groupes ethniques minoritaires, sont particulièrement touchés par la pauvreté dans les zones rurales. Les femmes, par exemple, ont des niveaux de scolarisation, des taux d'alphabétisation et un accès aux services publics bien plus bas que ceux des hommes. Le gouvernement central s'est généralement caractérisé par un manque de transparence, des mécanismes de responsabilité limités, et la corruption, offrant aux personnes pauvres peu d'opportunités de contribuer aux prises de décisions, celles-ci étant fortement concentrées entre les mains de quelques cabinets ministériels clés, tels que le cabinet du Premier Ministre, le Ministère de l'Économie et des Finances et le Ministère de l'Intérieur. L'influence culturelle renforce le style autoritaire de gouvernance, car de nombreux Cambodgiens relèguent l'autorité des prises de décisions aux élites qui ont le pouvoir dans leurs communautés. Les femmes pauvres vivant en milieu rural, en particulier, ont peu d'opportunités de participer aux prises de décisions. Bien que le gouvernement se soit engagé à accroître le nombre de femmes occupant des postes de prise de décisions, il n'y a eu que peu de progrès et les objectifs ne seront sans doute pas atteints.

Au niveau local, le manque de voix des femmes et des hommes pauvres signifie que les plans de développement local n'ont traditionnellement pas reflété leurs priorités. À la lumière de cela, le gouvernement royal du Cambodge a introduit, en 2001, une politique de décentralisation, dont l'objectif est de renforcer la démocratie locale pluraliste, de promouvoir le développement local et économique et de réduire la pauvreté. À la suite de l'introduction de cette politique de décentralisation, des élections locales au niveau des communes (ou *sangkat*) ont eu lieu pour la première fois au Cambodge en 2002[1].

Women For Prosperity

C'est dans ce contexte social et politique que travaille Women For Prosperity (WFP), partenaire d'Oxfam GB. WFP a vu le jour le 1 juillet 1994, en tant qu'organisation indépendante, sans but lucratif et non gouvernementale. Son objectif est de permettre aux femmes de subvenir aux besoins économiques de leurs familles et de connaître la

1 **Affirmer la voix des femmes dirigeantes**, Agir pour le leadership et la participation des femmes, Aperçu de programme, Oxfam GB, Juin 2008

sécurité personnelle, tout en maintenant leurs valeurs et identité. WFP cherche également à assurer aux femmes la reconnaissance et l'exercice de leurs droits, sur un pied d'égalité avec les hommes, à travers la formation au leadership, des activités de lobbying et de plaidoyer, des campagnes médiatiques et la conscientisation des représentants du gouvernement, des décideurs politiques et du public en général. Les activités ont inclus des formations sur « les droits légaux des femmes et le plaidoyer » et « les droits de l'homme, les droits des femmes et la démocratie ». Celles-ci ont été offertes aux représentants et représentantes du gouvernement local et des ONG et sont conçues de façon à équiper les participants des outils nécessaires pour devenir des activistes des droits de l'homme et des droits des femmes, afin qu'ils puissent, à leur tour, influencer les décideurs à tous les niveaux.

WFP a compris que l'introduction de la décentralisation et l'annonce de la tenue d'élections locales au niveau des communes allaient fournir une opportunité importante aux femmes des zones rurales d'entrer dans le gouvernement local et de participer aux prises de décisions qui auraient un impact direct sur le bien-être de leurs communautés. À ce titre, WFP a développé un programme général de formation pour les femmes désireuses de se présenter aux élections de 2002, lequel fut offert à 5527 candidates de tous les partis politiques. Cependant, relativement peu de femmes furent élues (seuls 977 [8,7%] des 11 261 conseillers élus étaient des femmes). Cela dit, il est intéressant de noter que 34 femmes furent élues comme chef de commune et qu'aucune femme n'avait occupé ce poste auparavant.

De nombreuses femmes élues en 2002 estimèrent que leurs devoirs en tant que conseillères furent très difficiles à mener à bien. En réponse à cela, WFP, en partenariat avec Oxfam GB et d'autres donateurs, fournit, depuis 2004, un soutien et une formation continus à toutes les conseillères communales. Cette initiative a pris la forme d'une formation sur « les femmes et la bonne gouvernance » et de la création d'un réseau national de femmes et d'une série de Forums des femmes conseillères (FCF) au niveau national. Ces forums permettent aux conseillères de tous les horizons politiques de partager des expériences et des apprentissages, de promouvoir la solidarité et de faire pression sur les décideurs en matière de problématiques liées au genre et au développement. La participation à ces activités a renforcé la confiance et les compétences des conseillères et leur a permis de mieux remplir leurs devoirs professionnels et de prendre conscience de leur potentiel en tant que dirigeantes de leurs communautés. Le réseau des conseillères a maintenant été reconnu par le Ministère de l'Intérieur, qui pourrait peut-être lui allouer des fonds dans le futur.

Les freins à la participation active des femmes au gouvernement local

Le faible nombre de femmes élues en 2002 reflète les obstacles considérables auxquels sont confrontées les femmes désireuses de participer au gouvernement local et à d'autres institutions de prise de décisions au Cambodge. Vu leurs faibles taux d'éducation, beaucoup de femmes pensent qu'elles ne possèdent pas les compétences, l'expérience ou les qualifications nécessaires pour agir en tant que représentantes de leur communauté. De plus, la pauvreté force de nombreuses femmes à ne penser qu'à gagner de l'argent pour subvenir aux besoins de leur famille, ce qui signifie qu'elles ne disposent pas de fonds suffisants pour se présenter aux élections. Certaines femmes pensent également que la politique est tout simplement un travail d'hommes, dans lequel les femmes ne devraient pas être impliquées. L'opinion selon laquelle les femmes ne sont pas capables d'être conseillères et que leur participation au gouvernement est « inappropriée » décourage également les femmes de se présenter aux élections. Le système de favoritisme, ainsi que le rôle actif des autorités traditionnelles dans la société patriarcale cambodgienne, mettent à mal l'installation d'une gouvernance locale démocratique et inclusive, en rendant la tâche très difficile à tout candidat qui ne jouit pas encore d'un statut élevé dans la communauté. Cela touche en particulier les femmes, qui n'ont généralement pas, contrairement aux hommes, assez de « bons contacts » ni de richesses pour bénéficier du système de favoritisme. Cela signifie également que, si elles sont élues, les conseillères subiront des pressions pour servir les intérêts des membres plus puissants de leur communauté, plutôt que ceux des personnes plus pauvres et marginalisées ; cela diminue leur capacité à agir de façon responsable devant les femmes de leur localité.

Le faible nombre de représentantes dans le gouvernement local est un problème important en soi, mais le fait que bon nombre de femmes élues ne se sentent pas capables d'être à la hauteur de leur nouveau rôle est tout aussi important dans le contexte de la promotion du leadership des femmes. À la suite des élections de 2002, de nombreuses conseillères ont déclaré que leur capacité à mener à bien leurs nouvelles responsabilités en tant que conseillères était limitée. Elles se sentaient incapables de s'affirmer pendant les réunions du conseil et elles savaient que cela aurait un impact sur leur capacité à soulever des questions qui les touchent et qui concernent les groupes marginalisés et les personnes pauvres (en particulier les femmes et les enfants). Elles étaient également inquiètes quant à la manière dont elles allaient trouver un équilibre entre leurs devoirs en tant que conseillères et leurs responsabilités traditionnelles à l'égard de leur ménage, de la famille et de leurs enfants. Certaines conseillères ont

également déclaré qu'elles étaient marginalisées par leurs homologues masculins.

Supprimer les barrières et renforcer l'autonomie des femmes conseillères : les Forums des femmes conseillères (FCF)

WFP a compris à quel point il est important de renforcer l'autonomie des conseillères élues en 2002 et de les soutenir, afin de leur permettre d'agir de façon efficace en tant que dirigeantes dans leurs communes. En 2004, l'organisation a donc modifié son programme, en cessant de se focaliser sur le développement des capacités en matière de droits légaux des femmes pour se concentrer sur le développement d'un réseau pour les conseillères communales de tous les horizons politiques et la fourniture d'une formation lors d'une série de Forums des femmes conseillères (FCF).

L'objectif des FCF est d'améliorer le travail des participantes et de faire face aux défis spécifiques auxquels sont confrontées les conseillères : le manque de confiance en soi, le manque d'expérience pour le poste, l'attitude discriminatoire de leurs homologues masculins, le manque de soutien de la famille et la faible visibilité en tant que représentantes. Les forums sont ouverts à toutes les conseillères, plutôt que de cibler celles qui ont des origines particulièrement pauvres ou marginalisées, car il s'agit de problèmes qui touchent toutes les conseillères, quelle que soit leur origine sociale ou politique, étant donné la nature fortement patriarcale de la société cambodgienne. Et de fait, la majorité des femmes élues lors des élections communales en 2002 provenaient de toute façon de ménages pauvres.

En 2005, les FCF ont été organisés dans sept provinces pilotes (Battambang, Pursat, Svay Rieng, Siem Reap, Kampong Cham, Kampong Thom et Kandal) avec le soutien financier et technique d'Oxfam GB et d'autres donateurs. Les participantes provenaient de différentes communes et districts de chaque province et représentaient les différents partis politiques. Suite au succès des FCF menés en 2005, les forums ont, depuis lors, eu lieu chaque année dans neuf provinces.

Apprendre à partir des expériences des autres

Lors de chaque forum, le facilitateur du WFP demande aux conseillères participantes de décider quels seront les objectifs du forum. Les objectifs communs identifiés lors de chaque forum étaient jusqu'à présent :

- Le renforcement de la confiance en soi et des capacités de leadership

- Le développement des compétences pour améliorer les performances des conseillères
- Le renforcement de la coopération et de la solidarité entre les conseillères
- La formation d'un réseau afin de partager les expériences et de se fournir un soutien mutuel
- Le développement en commun de stratégies afin de résoudre les problèmes auxquels les participantes sont confrontées au travail
- Une plus grande visibilité des conseillères dans les affaires du conseil
- Le développement des compétences de représentation publique des participantes

Les participantes doivent également déterminer les problèmes spécifiques qu'elles voudraient aborder. Lors des différents forums, les participantes ont identifié un large panel de problèmes qui, selon elles, ont un impact sur leur capacité à exercer leur rôle de manière efficace. Parmi ceux-ci, on trouve : le manque de fonds personnels, le défi que représente la recherche d'un équilibre entre leurs responsabilités face au ménage et leur travail en tant que conseillères, le manque de soutien de la part de leur mari, un niveau de vie peu élevé, et la violence domestique. Une fois que les participantes ont élaboré une liste de problèmes, l'animateur demande alors aux conseillères de sélectionner un ou deux problèmes comme thèmes du forum, avant de répartir les participantes en petits groupes afin qu'elles discutent de la façon d'aborder ces problèmes. Dans chaque groupe, les participantes qui ont réussi à gérer le problème de façon fructueuse expliquent ce qu'elles ont fait et comment cela a marché ; celles qui ont fait des tentatives infructueuses partagent également leurs expériences. De cette façon, les participantes s'enrichissent des expériences des autres et collaborent afin de développer une stratégie pour faire face au problème en question, laquelle pourra ensuite être mise en œuvre par chaque conseillère dans sa commune. Un point important de cet exercice est que chaque participante doit avoir l'opportunité d'apporter sa contribution, comme stipulé par les règles de base de l'exercice. Ainsi, l'exercice promeut la confiance en soi de chaque participante et met l'accent sur le fait que toute idée est précieuse et importante.

Faire face à la discrimination envers les conseillères

Un des problèmes identifiés lors de nombreux FCF est la discrimination ouverte à laquelle sont confrontées de nombreuses conseillères. Par petits groupes, les participantes aux FCF devaient définir le problème et sa cause, selon leur point de vue, et dresser une liste d'actions que chaque participante pourrait mettre en place de retour dans leur commune. Ci-dessous, un exemple des résultats d'une de ces discussions.

Problème identifié :

La discrimination à l'encontre des conseillères ; l'incapacité des conseillers à apprécier le travail de leurs homologues féminins à sa juste valeur

Cause suggérée :

Des divisions au sein du conseil communal et le jeu politique

Quelques stratégies d'action :

- Chaque parti politique organise une réunion avec ses membres afin de discuter du problème
- Mettre en place et respecter des règles de base afin de que chaque membre du conseil ait l'opportunité de prendre la parole lors des réunions et afin que les autres membres du conseil s'engagent à écouter les interventions avec respect et sans interruption
- Encourager la discussion en matière de partage des responsabilités entre les hommes et les femmes
- Mettre en place un système de compte rendu et d'évaluation, impliquant tous les membres
- Encourager chaque membre à comprendre son rôle et ses responsabilités, ainsi que ceux du conseil communal en tant qu'entité
- Donner aux conseillères l'occasion de participer à des formations (p.ex. les formations organisées par le district, par la province ou par les ONG)
- Reconnaître que le respect et l'entente mutuelle, y compris le soutien du travail de chacun, sont essentiels pour le développement de la communauté
- Collaborer afin de se soutenir mutuellement plutôt que d'attendre des instructions ou des tâches
- Promouvoir l'égalité entre les sexes au sein de la commune, p.ex. en fournissant une formation efficace dans ce domaine
- Intégrer la question de l'égalité entre les sexes dans la planification de la commune

Résultats

Les FCF et le réseau de conseillères sont à présent reconnus d'un bout à l'autre du Cambodge pour avoir contribué à l'accroissement de la capacité des dirigeantes au niveau local, à l'amélioration de leur capacité à gérer leur travail, et à une meilleure estime de leurs homologues masculins envers elles. Les conseillères qui ont participé déclarent qu'elles ont davantage confiance en elles, qu'elles ont de meilleures relations avec leurs collègues, qu'elles sont davantage en contact avec les électeurs, et que le soutien de leur famille s'est amélioré, dans les cas où ce soutien était insuffisant. Elles déclarent également qu'elles ont pu collaborer avec d'autres membres du conseil afin de promouvoir un environnement de travail plus favorable. Grâce à ces améliorations, les conseillères déclarent avoir été chargées de tâches impliquant plus de responsabilités et plus variées, comme la participation à des comités responsables de la planification, de l'élaboration du budget, de la passation de marchés,

des litiges fonciers, des affaires relatives aux femmes et enfants, de l'égalité entre les sexes, de la santé, de l'enregistrement des actes d'état civil, et de la diffusion de l'information. Certaines conseillères ont également développé des compétences en matière de collecte de fonds et utilisent les contacts qu'elles ont établis avec les ONG et le secteur privé lors des FCF afin de récolter des fonds pour soutenir les projets envisagés par leur commune pour répondre aux besoins des personnes pauvres, en particulier les femmes. Bon nombre déclarent également être impliquées dans la résolution de litiges dans leur communauté, par exemple en matière de violence domestique et de droits fonciers. De plus, des participantes ont constaté que, depuis le début des forums, leur avis était plus valorisé au sein de leur conseil, et qu'elles se sentent davantage à même de faire face à la discrimination.

Le succès des FCF en termes d'amélioration du profil et de la crédibilité des conseillères auprès du corps électoral au Cambodge peut être noté dans les résultats des élections communales d'avril 2007, bien que bon nombre d'autres facteurs aient, bien entendu, également joué en faveur du nombre croissant de femmes élues. Mille six cents cinquante et une femmes ont été élues en tant que conseillères communales (14% de tous les conseillers), desquelles 63 ont été élues en tant que chef de commune, une amélioration considérable en comparaison avec les 34 femmes élues en tant que chefs de communes en 2002.

Pum Hoeun, seconde adjointe de la commune d'Angcheum, district de Tbaung Khmom, province de Kampong Cham

Pum Hoeun, sage-femme âgée de 51 ans, mariée avec deux enfants, fut élue lors des élections de 2002. Pum Hoeun représente le parti d'opposition ; par conséquent, elle fit face à une hostilité considérable du chef de la commune et de quelques autres membres masculins du conseil communal lorsqu'elle fut élue pour la première fois. En participant au forum, Pum Hoeun a beaucoup appris sur la façon d'interagir avec les autres, de communiquer efficacement et de confronter et surmonter la discrimination. Grâce à son dur labeur, à une meilleure confiance en elle et à de meilleures compétences en communication, elle a accédé à la direction de comités traitant de litiges fonciers, de violence domestique, d'affaires relatives aux femmes et enfants, et de planification du développement communal. Elle a également établi de bonnes relations avec la police et explique qu'elle peut, à présent, aller chez eux et demander à être accompagnée afin de résoudre des litiges. Pum Hoeun a également assuré le financement, par des ONG et divers donateurs, d'un projet de construction d'un pont dans la commune, ainsi que d'un projet d'installation de toilettes dans des maisons individuelles, bénéficiant directement aux membres désavantagés de sa circonscription.

Pum Hoeun est très fière d'avoir pu prouver qu'elle était capable ; plus important encore, elle ressent une forte affinité avec tous les membres de son conseil communal, ainsi qu'avec les personnes qui l'ont élue. Suite aux efforts qu'elle a réalisés pour servir sa communauté, Pum Hoeun est à présent respectée et valorisée par ses électeurs et par le parti politique

qu'elle représente. Grâce à cela, elle fut réélue en 2007 au poste de seconde adjointe de sa circonscription.

Étapes suivantes

WFP finira par transférer la gestion et le leadership des FCF aux conseillères. Cela était clair dès le début : au cours des deux premiers forums, le processus de transfert a été expliqué aux participantes et quatre conseillères ont été choisies dans chaque province par les conseillères pour recevoir une formation en matière de facilitation. Ces femmes ont travaillé en étroite collaboration avec les facilitateurs de WFP afin de planifier et de préparer les forums ultérieurs et elles ont reçu des réactions détaillées à la fin de chaque forum. Le processus de transfert devrait se finaliser en 2008 et les FCF ultérieurs seront entièrement organisés par les conseillères, avec un tutorat et un soutien continus de la part du WFP.

En plus du transfert de l'organisation des FCF aux conseillères, WFP cherche également à assurer la durabilité de ce projet en intégrant le réseau de FCF dans les structures décentralisées existantes du gouvernement local. Début 2007, WFP a organisé des Tables rondes provinciales dans cinq provinces, auxquelles ont participé des représentants des gouvernements national et provincial, des représentants des ONG s'occupant des droits des femmes et de la décentralisation, des chefs de district et de commune et des conseillères de trois partis politiques différents qui avaient pris part aux FCF.

Les objectifs des Tables rondes étaient de :

- discuter du besoin d'interventions de soutien spécifique pour les femmes qui occupent des fonctions publiques, et en particulier les conseillères ;
- briefer les participants sur le concept des FCF ;
- relayer les inquiétudes des conseillères vers des niveaux plus élevés de gouvernement, et
- discuter des modes de coopération et attirer un soutien financier et logistique supplémentaire de la part des Conseils communaux, des Unités administratives locales provinciales (PLAU)[2], du Ministère des Affaires des Femmes, ainsi que du gouverneur provincial et de son administration.

Par suite des Tables rondes provinciales, les PLAU se sont engagées à jouer un rôle plus important en matière d'organisation et de soutien des FCF. Lors de la Table ronde, le Ministère de l'Intérieur a également promis un soutien pour les FCF et a accepté de couvrir les dépenses des conseillères qui participent aux forums, bien que la manière dont cela sera organisé n'ait pas encore été déterminée.

Duch Malin, chef de la commune de Yeang, district de Pourk, province de Sieam Reap

Duch Mali est une veuve de 46 ans, avec cinq enfants. En 2000, elle fut élue au sein du comité de développement du village et, en 2002, elle devint la seule conseillère auprès de six collègues masculins dans la commune de Yeang. Ses premières expériences en tant que conseillère ne furent pas positives et elle pensa souvent à renoncer car ses homologues masculins montraient de l'hostilité à son égard.

Participer aux FCF a aidé Duch Malin à accroître sa confiance en elle et à améliorer ses compétences. Cela lui a donné l'idée de venir en aide à un groupe particulièrement désavantagé dans sa commune – les personnes touchées par le VIH et le SIDA. Bon nombre d'hommes migrent de la commune de Yeang vers la Thaïlande pour travailler et reviennent souvent avec le VIH. Duch Malin passe du temps avec les familles de ces migrants, les informant sur le VIH et sur d'autres choix de moyens de subsistance qui n'impliquent pas la migration. De nombreuses personnes lui ont demandé de l'aide et elle les a emmenés effectuer des dépistages du VIH. Avec le soutien d'une ONG, elle a mis en place un groupe de bénévoles qui accompagnent les personnes désirant effectuer un dépistage et qui récoltent des dons de riz pour les personnes vivant avec le VIH ou le SIDA, les orphelins, et d'autres familles pauvres. Afin d'assurer la continuité de ce soutien, Duch Malin a l'intention d'incorporer le projet dans le prochain plan communal. Son travail intensif dans ce domaine lui a valu le surnom de « Mère du SIDA ».

En 2007, Duch Malin fut réélue en tant que chef de la commune. Consciente de l'importance des FCF, elle a fait pression sur les autorités locales de tous les niveaux afin qu'elles soutiennent le projet. Lors de la Table ronde provinciale, elle a demandé au gouverneur provincial d'inclure d'autres conseillères élues dans le forum et d'inviter quelques chefs de commune masculins qui font toujours preuve d'un manque de compréhension à l'égard des problèmes des femmes et des enfants. Sa recommandation fut acclamée par les autres participants et le gouverneur provincial promit donc de fournir un soutien financier afin de permettre à davantage de conseillers et chefs de communes de participer aux futurs forums.

Sum Kalyan, conseillère, commune de Damnak Ampil, district d'Ang Snoul, province de Kandal

Sum Kalyan est une veuve de 42 ans, avec trois enfants, qui était l'agent commercial de la commune avant d'être la seule femme élue en 2002, parmi les cinq conseillers. Son travail était apprécié par son parti politique, par ses collègues et par ses électeurs, mais Sum Kalyan avait du mal à prendre la parole en public ou lors des réunions. Elle tremblait chaque fois qu'elle essayait de parler, même lorsqu'elle avait des notes écrites en face d'elle. Lors des réunions du conseil, lorsque chaque conseiller devait donner son avis, quand Sum Kalyan voyait que son tour allait venir, elle s'excusait et allait aux toilettes pour se laver le visage et attendre que son tour passe avant de retourner s'asseoir. Elle avait peur de commettre des erreurs et elle pensait que ses opinions n'avaient aucune valeur. Lorsqu'elle savait qu'elle allait devoir faire un discours, elle se préparait plusieurs jours à l'avance et répétait ses notes, mais une fois le moment venu, elle était trop nerveuse pour prendre la parole.

Participer aux FCF a réellement aidé Sum Kalyan à accroître sa confiance en elle pour prendre la parole en public, ce qui signifie qu'elle peut

maintenant contribuer de manière bien plus constructive aux réunions et débats du conseil. Lors du forum, elle eut de nombreuses opportunités de prendre la parole et de faire des présentations face à d'autres participantes. « Je me sens bien plus confiante. Je peux parler devant des personnes sans trembler, je ne dois plus écrire sur un bout de papier car je peux mémoriser [ce que je veux dire]. Je peux faire face à mes supérieurs du parti et à mes collègues masculins du conseil communal. J'ai l'impression d'avoir 100 esprits qui me protègent et ce, grâce au forum.

Sum Kalyan fut réélue en tant que conseillère communale en 2007 et elle fut choisie pour être facilitatrice du FCF pour la province de Kandal. Lors de la Table ronde provinciale, Sum Kalyan fut assez courageuse pour partager honnêtement ses idées et ses inquiétudes, certaines étant liées aux attitudes et comportements de son propre chef de commune. Ce dernier, qui participait également à la Table ronde, admit son manque de compréhension et de soutien et promit de contribuer à ses dépenses lors de sa participation aux forums suivants.

Conclusion

Le projet de FCF a été reconnu comme un moyen important pour permettre aux décideuses des gouvernements locaux de construire leur confiance en soi, de développer leurs compétences, et de prendre conscience de l'importance de s'attaquer au problème des inégalités entre les sexes. En tant que tel, le projet a reçu le soutien de plusieurs corps gouvernementaux aux niveaux national (le Ministère de l'Intérieur et le Ministère des Affaires des Femmes), provincial et local. Cela signifie que ces entités sont maintenant prêtes à faire en sorte que les FCF continuent d'exister et à permettre aux conseillères d'y participer, et que les FCF seront intégrés au système de gouvernement décentralisé qui existe maintenant au Cambodge.

Nombre des conseillères ayant participé aux FCF exercent, depuis, leur rôle de manière bien plus efficace, particulièrement lorsqu'il s'agit d'analyser les problèmes liés aux femmes et aux enfants, de répondre aux besoins de leur circonscription et de participer aux prises de décisions. On s'attend donc à ce que les partis politiques cambodgiens fassent l'effort de présenter un plus grand nombre de femmes lors des futures élections, au niveau communal comme au niveau national.

Grâce à leurs efforts pour répondre aux besoins des membres les plus pauvres de leurs communautés, dont certains sont mentionnés dans les études de cas ci-dessus, les conseillères qui ont participé aux FCF ont également gagné l'acceptation et le respect de leurs électeurs, qui apprécient maintenant les contributions qu'elles peuvent apporter au développement de la commune et sont conscients de l'importance de la participation, sur un pied d'égalité, des femmes et des hommes, comme en témoignent les conseils communaux. Grâce à cet appui important, on espère que les conseillères seront encore plus persuasives et fructueuses dans les postes de leadership qu'elles

occupent maintenant, et qu'elles contribueront de manière encore plus constructive aux processus de développement au niveau local.

Notes

[1] Le conseil communal est le niveau le plus bas du gouvernement local au Cambodge, élu directement par les Cambodgiens. Il est composé de cinq, sept, neuf ou onze membres, en fonction de la taille de la population et de la zone couverte par la commune. Le dirigeant de la commune est appelé le chef de commune.

[2] La PLAU est l'unité mise en place sous la direction de la province/municipalité pour assurer le secrétariat du gouverneur de la province/municipalité dans la mise en œuvre de la politique de décentralisation.

Photo de couverture : Mey Angkhaer/Women For Prosperity

© Oxfam GB, Juin 2008

Cet article a été rédigé par Menh Navy, avec la participation de Tath Bunheng. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Pour toute information supplémentaire, veuillez envoyer un courriel à publish@oxfam.org.uk

Online ISBN 978-1-84814-013-4. Cet article fait partie d'une série intitulée **Agir pour le leaderchip et la participation des femmes,** qui peut être achetée auprès d'Oxfam Publishing - www.oxfam.org.uk/publications.

Cet article est également disponible en anglais et en espagnol.

Oxfam GB

Oxfam est une organisation de développement, d'aide et de militance qui collabore avec des partenaires pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à la souffrance dans le monde. Oxfam GB est membre d'Oxfam International.

Oxfam House
John Smith Drive
Cowley
Oxford
OX4 2JY

Tél. : +44.(0)1865.473727
Courriel : enquiries@oxfam.org.uk
www.oxfam.org.uk